



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

Εν Ἀθήναις τῇ 28 Σεπτεμβρίου 1948

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

Ἀριθμὸς φύλλου 256

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

Νόμοι

Ν. 792. Περὶ κυρώσεως τῆς ἐν Ἀθήναις τῇ 17 Ἀπριλίου 1947 ὑπογραφείσης μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Ὀλλανδίας συμφωνίας ἀεροπορικῶν μεταφορῶν. 1

Διατάγματα

Περὶ ἀναγνωρίσεως Δήμου Σύρου ἐν τῷ Νομῷ Κυκλάδων 2
Περὶ ἀναγνωρίσεως Κοινότητος Κοραμηλιάς ἐν τῷ Νομῷ
Μεσσηνίας 3

Περὶ ἐγκρίσεως παραχωρήσεως δωρεᾶν οἰκοπέδου τοῦ Δήμου Χανίων πρὸς τὸ Π. Ι. Κ. Π. Α. 4

Περὶ ἐγκρίσεως παραχωρήσεως δωρεᾶν οἰκοπέδου τοῦ Δήμου Λαμιέων δι' ἀνέγερσιν Ἀγροτικοῦ Κτηνιατρείου καὶ Ἀντιπαρασιτικῶν Λουτροδεξαμενῶν ζώων. 5

Περὶ ὑποβιβασμοῦ δημοτικοῦ σχολείου. 6

Περὶ ἐκποιήσεως κτημάτων τῆς Ἱ. Μονῆς Ἀγκαράθου τῆς Ἱ. Μητροπόλεως Κρήτης. 7

Περὶ καθιερώσεως τῆς ὀλοκληρωτικῆς Κυριακῆς ἀργίας εἰς τὰ ἐμπορικὰ καὶ ἐπαγγελματικὰ καταστήματα τῆς πόλεως Ναυπάκτου. 8

ΝΟΜΟΙ

ΝΟΜΟΣ ὑπ' ἀριθ. 792

(1)

Περὶ κυρώσεως τῆς ἐν Ἀθήναις τῇ 17ῃ Ἀπριλίου 1947 ὑπογραφείσης μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Ὀλλανδίας συμφωνίας ἀεροπορικῶν μεταφορῶν.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Δ' Ἀναθεωρητικῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον.

Κυροῦται καὶ ἔχει πλήρη καὶ νόμιμον ἰσχὺν ἡ ἐν Ἀθήναις τῇ 17ῃ Ἀπριλίου 1947 ὑπογραφείσα μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Ὀλλανδίας συμφωνία περὶ ἀεροπορικῶν μεταφορῶν, μετὰ τοῦ προσηρημένου αὐτῇ παραρτήματος, ἧς τὸ κείμενον ἔπεται ἐν γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ ἐλληνικῇ μεταφράσει.

Ἡ ἰσχὺς τῆς συμφωνίας ταύτης ἀρχεῖται ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ὑπογραφῆς τῆς, συμφώνως τῇ 1ῃ παραγράφῳ τοῦ 13ου ἀρθροῦ αὐτῆς.

Ὁ παρὼν Νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Δ' Ἀναθεωρητικῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθεὶς, δημοσιευθῆτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθῆτω ὡς Νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 23 Σεπτεμβρίου 1948.

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

Οἱ Ὑπουργοὶ

Ἐπὶ τῶν Ἐξωτερικῶν

ΚΩΝ. ΤΣΑΛΔΑΡΗΣ

Ἐπὶ τῆς Ἀεροπορίας

ΑΝΑΣΤ. ΜΠΑΚΑΛΜΠΑΣΗΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους Σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 27 Σεπτεμβρίου 1948.

Ὁ ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργὸς

Γ. ΜΕΛΑΣ

ACCORD

ENTRE LE GOUVERNEMENT ROYAL HELLENIQUE ET LE GOUVERNEMENT ROYAL DES PAYS-BAS RELATIF AUX TRANSPORTS AÉRIENS ENTRE LEURS TERRITOIRES RESPECTIFS

Le Gouvernement Royal Hellénique et le Gouvernement Royal des Pays Bas, désireux de conclure un accord relatif à l'établissement de communications aériennes entre la Grèce et les Pays-Bas, ont, à cet effet, désigné leurs plénipotentiaires, lesquels sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1.

Les Parties Contractantes s'accordent l'une à l'autre les droits spécifiés à l'annexe ci-jointe, en vue de l'établissement des routes aériennes civiles internationales et des services énumérés à cette annexe.

Les dits services pourront être inaugurés immédiatement ou à une date ultérieure, au choix de la Partie Contractante à laquelle ces droits sont accordés.

Article 2.

1. Chacun des services aériens mentionnés à l'annexe ci-jointe sera mis en exploitation aussitôt que la Partie Contractante, qui, en vertu de l'article 1 a reçu le droit de désigner une ou plusieurs Entreprises pour exploiter les routes en question, aura effectué cette désignation.

La Partie Contractante qui aura accordé le droit, devra, sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article et de celles de l'article 6 ci-après, accorder, sans délai, l'autorisation d'exploitation nécessaire à l'Entreprise ou aux Entreprises intéressées.

2. (a) L'Entreprise ou les Entreprises ainsi désignées par l'une des Parties Contractantes, pourront être appelées, avant d'être autorisées à ouvrir les services fixés par le présent accord, à justifier de sa qualification devant les Autorités Aéronautiques compétentes de l'autre Partie Contractante, et ce, conformément aux lois et règlements en vigueur en ce pays, en ce qui concerne l'exploitation de routes civiles internationales par des Entreprises Commerciales de Transports Aériens.

(b) Dans les régions qui sont le siège d'une occupation militaire, ou dans les zones affectées par l'occupation militaire, l'ouverture de ces services sera subordonnée à l'approbation des Autorités Militaires compétentes.

Article 3.

Pour éviter toute discrimination et assurer l'égalité de traitement, il est convenu que:

1. Chacune des Parties Contractantes pourra imposer ou permettre que soient imposées des taxes justes et raisonnables pour l'utilisation des aéroports et autres installations. Chacune des Parties Contractantes convient cependant, que ces taxes ne seront pas plus élevées que celles qui seraient payées pour l'utilisation desdits aéroports et desdites installations, par ses aéronefs, nationaux employés à des services internationaux similaires.

2. Les carburants, les huiles lubrifiantes et les pièces de rechange, introduits sur le territoire d'une Partie Contractante par une Entreprise de Transports Aériens désignée par l'autre Partie Contractante ou pour le compte d'une telle Entreprise et destinés uniquement à l'usage des aéronefs de cette dernière, bénéficieront d'un traitement aussi favorable que le traitement appliqué à l'Entreprise Nationale ou à celle de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne l'imposition des droits de douane, des frais d'inspection ou autres droits et taxes nationaux appliqués par la Partie Contractante sur le territoire de laquelle aura été effectué l'importation.

3. Tout aéronef de l'une des Parties Contractantes opérant sur les routes faisant l'objet du présent accord, ainsi que les carburants, les huiles lubrifiantes, les pièces de rechange, l'équipement normal et les provisions demeurant à bord des aéronefs civils des Entreprises de Transports Aériens des Parties Contractantes autorisées à exploiter les routes et les services spécifiés à l'annexe, bénéficieront, à leur arrivée sur le territoire de l'autre Partie Contractante, ou à leur départ de celui-ci, de l'exemption des droits de douane, frais d'inspection ou autres droits et taxes similaires, même au cas où ces approvisionnements seraient employés ou consommés par ces aéronefs au cours de vol au-dessus dudit territoire.

4. Les approvisionnements énumérés au paragraphe 3) du présent article, et bénéficiant de l'exemption ci-dessus définie, ne pourront être déchargés qu'avec l'approbation des Autorités Douanières de l'autre Partie Contractante.

Ces approvisionnements, s'ils doivent être réexportés seront, jusqu'à leur reexpédition, soumis au Contrôle Douanier de l'autre Partie Contractante.

Article 4.

Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude, et les licences, délivrés ou validés par chacune des Parties Contractantes, et non périmés, seront reconnus valables par l'autre Partie Contractante aux fins d'exploitation des routes et des services spécifiés à l'annexe. Chaque Partie Contractante se réserve, cependant, le droit de ne pas reconnaître valable, pour la circulation au dessus de son propre territoire, les brevets d'aptitude et les licences délivrés à ses propres ressortissants par un autre Etat.

Article 5.

1. Les lois et règlements de chaque Partie Contractante relatifs à l'entrée et à la sortie de son territoire, en ce qui concerne les aéronefs employés à la navigation internationale, ou relatifs à l'exploitation et à la navigation desdits aéronefs, pendant leur séjour sur son territoire, s'appliqueront aux aéronefs de l'Entreprise ou des Entreprises de l'autre partie Contractante et lesdits aéronefs devront s'y conformer à l'arrivée, au départ, et durant leur présence dans les limites du territoire de cette Partie Contractante.

2. Les lois et règlements régissant, sur le territoire des Parties Contractantes, l'entrée, le séjour ou la sortie des passagers, équipages ou marchandises transportés à bord des aéronefs, tels que ceux qui s'appliquent à l'entrée, aux formalités de congé, à l'immigration, aux passeports, aux douanes et à la quarantaine, seront applicables aux passagers, aux équipages et aux marchandises, soit par eux-mêmes, soit par un tiers agissant à leur nom, à l'arrivée, au départ et pendant leur séjour sur le territoire de cette Partie Contractante.

Article 6.

Chaque Partie Contractante se réserve la faculté de refuser l'exercice des droits spécifiés à l'annexe ci-jointe, à une Entreprise de Transports Aériens désignée par l'autre Partie Contractante, ou de les révoquer lorsqu'elle n'a pas la preuve qu'une part importante de la propriété et le contrôle effectif de cette Entreprise sont entre les mains de nationaux de cette dernière Partie Contractante, ou lorsque cette Entreprise de Transports Aériens ne se conforme pas aux lois et règlements de l'Etat survolé, comme indiqué à l'article 5 ci-dessus, ou ne remplit pas les obligations que lui impose le présent accord.

Article 7.

Le présent accord et tous les contrats y relatifs seront enregistrés à l'Organisation Provisoire de l'Aviation Civile internationale, instituée par l'accord intermédiaire sur l'Aviation Civile Internationale conclu

le 7 décembre 1944 à Chicago, ou à l'Organisation qui lui succédera.

Article 8.

Dans un esprit d'étroite collaboration, les Autorités Aéronautiques des deux Parties Contractantes, se consulteront s'il y a lieu de temps à autre en vue de s'assurer de l'application du principe défini au présent accord, et à son annexe, et de leur exécution satisfaisante.

Article 9.

Si l'une ou l'autre des Parties Contractantes estime désirable de modifier une clause quelconque de l'annexe au présent accord, les Autorités Aéronautiques compétentes des deux Parties Contractantes pourront, par accord direct entre elles, procéder à une telle modification.

Article 10.

Tout différend entre les Parties Contractantes, concernant l'interprétation et l'application du présent accord ou de son annexe, qui ne pourrait être réglé par la voie de négociation directe, serait porté devant le Conseil Interimaire de l'Organisation Provisoire de l'Aviation Civile Internationale, conformément aux dispositions de l'article III, section 6 (8) de l'Accord Interimaire sur l'Aviation Civile Internationale, signé à Chicago le 7 décembre 1944—, ou à l'Organisation qui lui succédera. Toutefois, les Parties Contractantes peuvent, d'un commun accord, régler le différend, en le portant soit devant un Tribunal Arbitral, soit devant toute autre personne ou Organisme désigné par elles.

Les Parties Contractantes s'engagent à se conformer à la sentence rendue.

Article 11.

Au cas où une convention multilatérale relative à l'Aviation Civile Internationale entrerait en vigueur pour les deux Parties Contractantes, le présent accord et son annexe devront être amendés de façon à être mis en concordance avec les dispositions de ladite Convention.

Article 12.

Chaque Partie Contractante pourra à tous moments, notifier à l'autre Partie Contractante, son désir de dénoncer le présent accord. Une telle dénonciation aura effet douze mois après la date de réception de la notification par l'autre Partie Contractante, à moins que cette notification ne soit annulée, en commun accord, avant la fin de cette période.

Article 13.

Les dispositions du présent accord entreront en vigueur au jour de sa signature.

Le Gouvernement-Royal Hellénique communiquera au Gouvernement Royal des Pays-Bas la ratification du présent Accord par le Parlement Hellénique et le Gouvernement des Pays-Bas considérera cet Accord comme définitif à partir de la date de la communication du Gouvernement Royal Hellénique.

En FOI DE QUOI, les plénipotentiaires, dûment autorisés à cet effet par leur Gouvernement respectif, ont signé le présent Accord et y ont apposé leurs sceaux.

FAIT à ATHENES le 17 avril 1947

en double exemplaire en langue française.

Pour le Gouvernement Royal Hellénique

C. TSALDARIS

Pour le Gouvernement Royal des Pays-Bas

L. P. J. de DECKER

ANNEXE

I

L'Entreprise ou les Entreprises de Transports Aériens du Gouvernement Royal Hellénique, autorisées en vertu du présent accord, jouiront du droit de traverser le territoire des Pays-Bas, sans y atterrir et d'y atterrir pour des raisons non commerciales, ainsi que du droit d'embarquer et de débarquer en trafic international, des passagers, des marchandises et du courrier sur des routes à déterminer ultérieurement.

II

L'Entreprise ou les Entreprises de Transports Aériens du Gouvernement Royal des Pays-Bas, autorisées en vertu du présent accord, jouiront du droit de traverser le territoire hellénique sans y atterrir, et d'y atterrir pour des raisons non commerciales, ainsi que du droit d'embarquer et de débarquer en trafic international, des passagers, des marchandises et du courrier sur les routes suivantes:

1. Les Pays-Bas-Rome-Athènes et/ou Rhodes-Ankara-Irak, par des points intermédiaires ou directement et points au-delà, dans les deux directions.

2. Les Pays-Bas par Athènes et/ou Rhodes aux Indes-Néerlandaises, par des points intermédiaires et points au-delà, dans les deux directions.

3. Les Pays-Bas-Rome-Athènes et/ou Rhodes-Lydd et/ou Le Caire, par des points intermédiaires et points au-delà, dans les deux directions.

4. Les Pays-Bas-Moyen-Orient en survolant le territoire hellénique par des points intermédiaires ou directement et points au-delà, dans les deux directions.

III

En vue de l'établissement et de l'exploitation des Services Aériens faisant l'objet du présent accord et de son annexe, il est entendu entre les Parties Contractantes:

1. Qu'il est désirable de provoquer et d'encourager la plus large distribution possible des avantages procurés par les voyages aériens pour le bien général de l'humanité, aux plus bas tarifs compatibles avec de sains principes économiques et stimuler les voyages aériens internationaux comme moyen de promouvoir une entente amicale et une bonne volonté commune entre les peuples, et assurer en même temps les nombreux bienfaits indirects de ce nouveau mode de transport pour le bien-être commun des deux Pays.

2. Que les services aériens mis à la disposition du Public devront correspondre aux besoins du Public en matière de Transports Aériens.

3. Qu'il devra exister une juste et égale possibilité pour les Entreprises des deux Nations, de desservir toute route, ou toutes routes, entre leurs territoires respectifs et faisant l'objet du présent accord et de son annexe.

4. Que dans l'exploitation par des Entreprises Aériennes de chacune des deux Parties Contractantes, des services long-courrier mentionnés à l'annexe du présent accord, les intérêts des Entreprises de l'autre Partie Contractante seront toutefois pris en considération afin que ne soient pas indûment affectés les services que ces dernières assureraient sur tout ou partie des mêmes parcours.

5. Que les services offerts par la ou les Entreprises Aériennes désignées en vertu du présent accord et de son annexe, auront comme objet essentiel d'offrir une capacité correspondante à la demande de trafic entre le Pays dont ressortit l'Entreprise ou les Entreprises et le Pays de la destination définitive du trafic.

IV

Le droit d'embarquer et de débarquer sur les lignes spécifiées à la présente annexe en trafic international à destination ou en provenance de Pays tiers, sera

exercé conformément aux principes généraux de développement ordonné, affirmés par les deux Parties Contractantes, et dans des conditions telles que la capacité soit adaptée:

1ο) à la demande de trafic entre le pays d'origine et les pays de destination;

2ο) à l'exigence d'une exploitation économique des services long-courrier;

3ο) à la demande de trafic existant dans les régions traversées, compte-tenu des services locaux et régionaux.

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

ΜΕΤΑΞΥ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΒΑΣΙΛΙΚΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ ΚΑΙ ΤΗΣ ΒΑΣΙΛΙΚΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ ΤΩΝ ΚΑΤΩ ΧΩΡΩΝ

ΠΕΡΙ ΕΝΑΕΡΙΩΝ ΜΕΤΑΦΟΡΩΝ ΜΕΤΑΞΥ ΤΩΝ ΟΙΚΕΙΩΝ ΕΔΑΦΩΝ ΤΩΝ

Ἡ Ἑλληνικὴ Βασιλικὴ Κυβέρνησις καὶ ἡ Βασιλικὴ Κυβέρνησις τῶν Κάτω Χωρῶν ἐπιθυμοῦσαι νὰ συνάψωσι Συμφωνίαν περὶ ἐγκαταστάσεως ἐναερίων συγκοινωνιῶν μεταξὺ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῶν Κάτω Χωρῶν ὄρισαν πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον τοὺς πληρεξουσίουσιν των, οἵτινες συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν ἀκολουθῶν διατάξεων:

*Ἀρθρον πρῶτον.

Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη χορηγοῦσιν ἀλλήλοις τὰ ἐν τῷ συνημμένῳ Παραρτήματι καθοριζόμενα δικαιώματα, πρὸς τὸν σκοπὸν ἐγκαταστάσεως διεθνῶν ἐναερίων πολιτικῶν ὁδῶν καὶ γραμμῶν ἀπαριθμουμένων ἐν τῷ Παραρτήματι τούτῳ.

Αἱ γραμμαὶ αὗται δύνανται νὰ τεθῶσιν ἐν λειτουργίᾳ ἀμέσως ἢ μεταγενεστέρως κατ' ἐπιλογὴν τοῦ συμβαλλομένου Μέρους εἰς ὃ τὰ δικαιώματα ταῦτα ἐκχωροῦνται.

*Ἀρθρον 2.

1) Ἐκάστη τῶν ἐν τῷ συνημμένῳ Παραρτήματι ἀναφερομένων ἐναερίων γραμμῶν, θὰ τίθεται εἰς λειτουργίαν εὐθὺς ὡς τὸ Συμβαλλόμενον Μῆρος, τὸ ὁποῖον δυνάμει τοῦ ἄρθρου 1 ἔσχε τὸ δικαίωμα νὰ ὀρίσῃ μίαν ἢ πλείονας Ἀεροπορικὰς Ἐπιχειρήσεις διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν τῶν ἐν λόγῳ ὁδῶν, θὰ προβῇ εἰς τὸν διορισμὸν τοῦτον.

Τὸ Συμβαλλόμενον Μῆρος, ὅπερ θὰ ἔχη ἐκχωρήσει τὸ δικαίωμα τοῦτο, δέον, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου (2) τοῦ παρόντος ἄρθρου καὶ τῶν τοιούτων τοῦ ἀκολουθίου ἄρθρου 6, νὰ χορηγήσῃ, ἀνευ ἀναβολῆς, τὴν ἀπαιτουμένην ἄδειαν ἐκμεταλλεύσεως εἰς τὴν ἢ τὰς ἐνδιαφερομένας Ἐπιχειρήσεις.

(2) (α) Ἡ ἢ αἱ οὕτω ὀρισθεῖσαι παρ' ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν Ἐπιχειρήσεις, θὰ δύνανται νὰ κληθῶσι, πρὶν ἢ ἐξουσιοδοτηθῶσι νὰ ποιήσωσιν ἑναρξιν τῆς λειτουργίας τῶν διὰ τῆς παρουσίας Συμφωνίας καθορισθεισῶν γραμμῶν, ὅπως παρέξωσιν εἰς τὰς ἀρμοδίας Ἀεροπορικὰς Ἀρχὰς τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, ἀποδείξεις τῶν προσόντων των καὶ τοῦτο συμφωνῶς πρὸς τοὺς ἐν ἰσχύϊ ἐν τῇ χώρᾳ ταύτῃ Νόμους καὶ κανονισμοὺς, τοὺς ἀφορώντας τὴν ἐκμετάλλευσιν διεθνῶν πολιτικῶν ὁδῶν ὑπὸ Ἐμπορικῶν Ἐπιχειρήσεων ἐναερίων Μεταφορῶν.

(β) Εἰς τὰς περιγραφὰς αἰτίας εἰσὶν ἔδρα στρατιωτικῆς κατοχῆς ἢ εἰς ζῶνας ἐπηρεαζόμενας ἐκ στρατιωτικῆς κατοχῆς, ἢ ἑναρξὲς λειτουργίας τῶν γραμμῶν τούτων θὰ ὑπόκειται εἰς τὴν ἐγκρίσιν τῶν ἀρμοδίων Στρατιωτικῶν Ἀρχῶν.

*Ἀρθρον 3.

Πρὸς ἀποφυγὴν πάσης διακρίσεως καὶ ἐξασφάλισιν ἰσότητος μεταχειρήσεως συμφωνεῖται ὅτι:

1) Ἐκαστὸν τῶν συμβαλλομένων Μερῶν θὰ δύναται νὰ ἐπιβάλλῃ ἢ νὰ ἐπιτρέψῃ τὴν ἐπιβολὴν δικαίων καὶ λογικῶν τελῶν διὰ τὴν χρῆσιν ἀερολιμένων καὶ ἐτέρων ἐγκαταστάσεων. Ἐκαστὸν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν συμφωνεῖ,

4ο) Αὐτὸν ὅπου ἡ Ἐντεριση ἢ οἱ Ἐντερισηὶς ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ ἀναρῶσιν ἐπιβόλην δικαίων καὶ λογικῶν τελῶν διὰ τὴν χρῆσιν ἀερολιμένων καὶ ἐτέρων ἐγκαταστάσεων, ὑπὸ τῶν ἐθνικῶν τοῦ ἀεροσκαφῶν τῶν χρησιμοποιοιμένων εἰς ὁμοίας διεθνεῖς γραμμάς.

2) Ἡ καύσιμος ὕλη, τὰ λιπαντικὰ ἔλαια καὶ τὰ ἀνταλλακτικὰ τὰ εἰσαγόμενα εἰς τὸ ἔδαφος ἐνὸς Συμβαλλομένου Μέρους ὑπὸ ἐπιχειρήσεως ἀναερίων Μεταφορῶν ὀρισθείσης παρὰ τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους ἢ διὰ λογαριασμὸν μιᾶς τοιαύτης Ἐπιχειρήσεως καὶ προοριζόμενα μόνον διὰ τὴν χρῆσιν τῶν ἀεροσκαφῶν τῆς τελευταίας ταύτης θὰ τυγχάνουν τήσεως εὐνοϊκῆς μεταχειρήσεως ὅσης τυγχάνει ἢ ἐθνικῆς ἐπιχειρήσεως ἢ ἢ τοῦ πλέον εὐνοουμένου Ἔθνους, ἀφορώσης τὴν ἐπιβολὴν τελωνειακῶν δασμῶν, ἐξόδων ἐλέγχου ἢ ἐτέρων δασμῶν ἢ ἐθνικῶν τελῶν ἐπιβαλλομένων ὑπὸ τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ὁποῖου ἐγένετο ἢ εἰσαγωγή.

3) Πᾶν ἀεροσκάφος τοῦ ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν χειριζόμενον ἐπὶ τῶν ὁδῶν τῶν ἀποτελούντων ἀντικείμενον τῆς παρουσίας συμφωνίας, ὡς ἐπίσης ἢ καύσιμος ὕλη, τὰ λιπαντικὰ ἔλαια, τὰ ἀνταλλακτικὰ, ἢ κανονικῆς ἐξάρτησις καὶ τὰ ἐφόδια καὶ τρόφιμα τὰ παραμένοντα ἐπὶ τῶν πολιτικῶν ἀεροσκαφῶν τῶν Ἐπιχειρήσεων Ἐναερίων Μεταφορῶν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν τῶν ἐξουσιοδοτημένων νὰ ἐκμεταλλευσθῶν τὰς ἐν τῷ Παραρτήματι καθοριζόμενας ὁδοὺς καὶ γραμμάς, θὰ ἀπαλλάσσονται κατὰ τὴν ἀφίξιν των εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους ἢ κατὰ τὴν ἀναχώρησιν των ἐκ τούτου τῶν τελωνειακῶν δασμῶν, ἐξόδων ἐλέγχου ἢ ἐτέρων ὁμοίων δασμῶν καὶ τελῶν καὶ εἰς τὴν περίπτωσιν ἀνάγκῃ καθ' ἣν αἱ προμήθειαι αὗται θὰ χρησιμοποιοῦνται ἢ καταναλίσκωνται ὑπὸ τῶν ἀεροσκαφῶν τούτων κατὰ τὴν διάρκειαν πτήσεων ὑπερθεν τοῦ ἐν λόγῳ ἐδάφους.

4) Τὰ ἐφόδια τὰ ἀπαριθμούμενα ἐν τῇ παραγράφῳ (3) τοῦ παρόντος ἄρθρου καὶ τὰ ἀπολαμβάνοντα τῆς ὡς ἄνω καθοριζόμενης ἀπαλλαγῆς, δὲν δύνανται νὰ ἐκφορτωθῶσιν εἰ μὴ μόνον τῇ ἐγκρίσει τῶν Τελωνειακῶν Ἀρχῶν τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

Τὰ ἐφόδια ταῦτα, ἐφ' ὅσον δέον νὰ ἐπαναεξαχθῶσι, θὰ παραμεινωσιν, μέχρι τῆς ἐπανεξαγωγῆς των, ὑπὸ τὸν τελωνειακὸν ἐλεγχον τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

*Ἀρθρον 4.

Τὰ πιστοποιητικὰ πλωιμότητος, τὰ πτυχία ἱκανότητος καὶ αἱ ἄδειαι ἐξασκήσεως ἐπαγγέλματος ἐκδιδόμεναι ἢ κεκυρωμένα παρ' ἐκάστου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν καὶ μὴ λήξασαι, θ' ἀναγνωρίζονται ὡς ἐγκυροὶ ὑπὸ τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους διὰ τὸν σκοπὸν τῆς ἐκμεταλλεύσεως τῶν ὁδῶν καὶ γραμμῶν τῶν καθοριζομένων ἐν τῷ Παραρτήματι. Ἐκαστὸν Συμβαλλόμενον Μῆρος ἐπιφυλάσσει, οὐχ ἥττον, εἰς ἑαυτὸ τὸ δικαίωμα τοῦ νὰ μὴ ἀναγνωρίσῃ ὡς ἐγκύρους διὰ τὴν κυκλοφορίαν ὑπερθεν τοῦ ἰδίου αὐτοῦ ἐδάφους, τὰ πιστοποιητικὰ ἱκανότητος καὶ τὰς ἀδείας ἐξασκήσεως ἐπαγγέλματος τὰς χορηγηθείσας εἰς τοὺς ἰδίους αὐτοῦ ὑπηκόους ὑπὸ ἐτέρου Κράτους.

*Ἀρθρον 5.

1) Οἱ Νόμοι καὶ Κανονισμοὶ ἐκάστου Συμβαλλομένου Μέρους οἱ σχετικοὶ πρὸς τὴν εἰσοδὸν εἰς καὶ τὴν ἐξοδοὸν ἐκ τοῦ ἐδάφους του, ὅσον ἀφορᾷ τὰ ἀεροσκάφη τὰ χρῆσι-

μποιούμενα εις την διεθνή αεροναυτιλίαν, ἢ σχετικοὶ πρὸς τὴν ἐκμετάλλευσιν καὶ τὴν πλωιμότητα τῶν ἐν λόγῳ ἀεροσκαφῶν, κατὰ τὴν παραμονὴν των ἐντὸς τοῦ ἐδάφους του, θὰ ἐφαρμόζονται εἰς τὰ ἀεροσκάφη τῆς Ἐπιχειρήσεως ἢ τῶν Ἐπιχειρήσεων τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, καὶ τὰ ἐν λόγῳ ἀεροσκάφη ὀφείλουν νὰ συμμορφῶνται πρὸς τούτους κατὰ τὴν ἀφίξιν, τὴν ἀναχώρησιν καὶ καθ' ὄν χρόνον εὐρίσκονται ἐντὸς τῶν ὁρίων τοῦ ἐδάφους τοῦ Συμβαλλομένου τούτου Μέρους.

2) Οἱ Νόμοι καὶ Κανονισμοὶ οἱ διέποντες εἰς τὸ ἔδαφος τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, τὴν εἴσοδον, τὴν διαμονὴν ἢ τὴν ἔξοδον ἐπιβατῶν, πληρωμάτων ἢ ἐμπορευμάτων μεταφερομένων δι' ἀεροσκαφῶν, ὡς οἱ ἐφαρμοζόμενοι διὰ τὴν εἴσοδον, τὰς διατυπώσεις ἐλευθέρας ἐπικοινωνίας, τὴν μετανάστευσιν, τὰ διαβατήρια, τὸ τελωνεῖον καὶ τὴν κἀθαρσιν, θὰ τηρῶνται ὑπὸ τῶν ἐπιβατῶν, πληρωμάτων καὶ φορτίων εἴτε παρὰ τῶν ἰδίων τούτων εἴτε παρὰ τρίτου ἐνεργοῦντος ἐξ ὀνόματός των, κατὰ τὴν ἀφίξιν, ἀναχώρησιν καὶ κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς παραμονῆς των εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ Συμβαλλομένου τούτου Μέρους.

Ἄρθρον 6.

Ἐκαστον Συμβαλλόμενον Μῆρος ἐπιφυλάσσει εἰς αὐτὸ τὸ δικαίωμα ν' ἀρνήται τὴν ἀσκήσιν τῶν καθοριζομένων ἐν τῷ συνημμένῳ παραρτήματι δικαιωμάτων εἰς Ἐπιχειρήσεις Ἐναερίων Μεταφορῶν ὁρισθεῖσαν παρὰ τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους ἢ νὰ τ' ἀνακαλῇ ἐφ' ὅσον δὲν ἔχει ἀποδείξεις ὅτι οὐσιῶδες μέρος τῆς ἰδιοκτησίας καὶ ὁ πραγματικὸς ἔλεγχος τῆς Ἐπιχειρήσεως ταύτης εὐρίσκονται εἰς χεῖρας ὑπῆκόων τοῦ τελευταίου τούτου Συμβαλλομένου Μέρους ἢ ἐφ' ὅσον ἡ Ἐπιχειρήσις αὕτη Ἐναερίων Μεταφορῶν δὲν συμμορφῶται πρὸς τοὺς Νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ Κράτους ὑπερθεῖν τοῦ ὁποίου ἵπταται ὡς καθορίζεται ἐν τῷ ὡς ἄνω ἄρθρῳ 5- ἢ δὲν πληροῖ τὰς ὑποχρεώσεις ὡς τῆς ἐπιβάλλει ἡ παροῦσα Συμφωνία.

Ἄρθρον 7.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία ὡς καὶ ἄπασαι αἱ σχετικαὶ πρὸς ταύτην συμβάσεις, θέλουσι καταχωρηθῆ εἰς τὴν Προσωρινὴν Ὁργάνωσιν Διεθνούς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας, ἰδρυθεῖσαν διὰ τῆς προσωρινῆς συμφωνίας περὶ Διεθνούς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας τῆς συναφθείσης τὴν 7 Δεκεμβρίου 1944 ἐν Σικάγῳ, ἢ εἰς τὴν Ὁργάνωσιν ἥτις θέλει τὴν δεχθῆ.

Ἄρθρον 8.

Ἐν τῷ πνεύματι στενῆς συνεργασίας, αἱ Ἀεροπορικαὶ Ἀρχαὶ τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν, θὰ συσκέπτονται ἐφ' ὅσον παρίσταται ἀνάγκη, ἀπὸ καιροῦ εἰς καιρὸν, ἵνα βεβαιῶνται περὶ τῆς ἐφαρμογῆς τῶν ἀρχῶν τῶν καθοριζομένων ἐν τῇ παρούσῃ συμφωνίᾳ καὶ τῷ Παραρτήματι τῆς καὶ περὶ τῆς ἱκανοποιητικῆς ἐκτελέσεως των.

Ἄρθρον 9.

Ἐν περιπτώσει καθ' ἣν τὸ ἐν ἢ τὸ ἕτερον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν κρίνει ὡς ἐπιθυμητὴν τὴν τροποποίησιν οἰασδήποτε διατάξεως τοῦ Παραρτήματος τῆς παρούσης Συμφωνίας, αἱ ἀρμόδιαι Ἀεροπορικαὶ Ἀρχαὶ τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ δύνανται δι' ἀπ' εὐθείας συμφωνίας μεταξὺ των νὰ προβοῦν εἰς τὴν τοιαύτην τροποποίησιν.

Ἄρθρον 10.

Πᾶσα διαφορὰ μεταξὺ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἀφορῶσα τὴν συμφωνίαν, ἐρμηνείαν ἢ ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης συμφωνίας καὶ τοῦ Παραρτήματός της, ἥτις δὲν θὰ δύναται νὰ διακανονισθῆ διὰ τῆς ὁδοῦ τῶν ἀπ' εὐθείας διαπραγματεύσεων, θὰ ὑποβάλλεται εἰς τὸ Προσωρινὸν Συμβούλιον τῆς Προσωρινῆς Ὁργανώσεως Διεθνούς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ III Τμήματος 6 (8) τῆς Προσωρινῆς Συμφωνίας περὶ Διεθνούς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας τῆς ὑπογραφείσης ἐν Σικάγῳ τὴν 7ην Δεκεμβρίου 1944 ἢ εἰς τὴν Ὁργάνωσιν ἥτις ἤθελε δεχθῆ ταύτην. Ἐν τούτοις τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη δύναται διὰ κοινῆς συμφωνίας νὰ διακανονίσωσι τὴν διαφορὰν, ὑποβάλλοντες ταύτην εἴτε εἰς Διαιτητικὸν Δικαστήριον εἴτε εἰς πᾶν ἕτερον πρόσωπον ἢ Ὁργανισμόν ὁριζόμενον παρὰ τούτων.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ὑποχρεοῦνται νὰ συμμορφωθῶσι πρὸς τὴν ἐκδοθεῖσαν ἀπόφασιν.

Ἄρθρον 11.

Ἐν περιπτώσει καθ' ἣν ἤθελε τεθῆ ἐν ἰσχύϊ διὰ τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη πολυμερῆς Σύμβασις περὶ Διεθνούς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας ἢ παροῦσα Συμφωνία ἢ τὸ Παράρτημά της θὰ τροποποιηθῶσι εἰς τρόπον ὥστε νὰ προσαρμῶζονται πρὸς τὰς διατάξεις τῆς ἐν λόγῳ Συμβάσεως.

Ἄρθρον 12.

Ἐκαστον Συμβαλλόμενον Μῆρος θὰ δύναται, ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν, νὰ γνωρίζῃ πρὸς τὸ ἕτερον Συμβαλλόμενον Μῆρος τὴν ἐπιθυμίαν του νὰ καταγγείλῃ τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν. Ἡ τοιαύτη καταγγελία θὰ ἰσχύῃ δώδεκα μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς λήψεως τῆς καταγγελίας ὑπὸ τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, ἐκτὸς ἐὰν ἡ καταγγελία αὕτη ἤθελεν ἀκυρωθῆ κοινῆ συμφωνίᾳ πρὸ τοῦ τέλους τῆς περιόδου ταύτης.

Ἄρθρον 13.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας θὰ τεθοῦν ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ὑπογραφῆς της.

Ἡ Ἑλληνικὴ Βασιλικὴ Κυβέρνησις θ' ἀνακοινώσῃ πρὸς τὴν Βασιλικὴν Κυβέρνησιν τῶν Κάτω Χωρῶν τὴν κύρωσιν τῆς παρούσης Συμφωνίας ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Βουλῆς καὶ ἡ Κυβέρνησις τῶν Κάτω Χωρῶν θὰ θεωρήσῃ τὴν Συμφωνίαν ταύτην ὡς ὁριστικὴν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἀνακοινώσεως ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως.

ΕἰΣ ΠΙΣΤΩΣΙΝ ΤΩΝ ΑΝΩΤΕΡΩ οἱ πληρεξούσιοι, δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι πρὸς τοῦτο, ὑπὸ τῆς οἰκείας Κυβερνήσεώς των, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν καὶ ἔθεσαν τὰς ἐαυτῶν σφραγίδας.

ΕΓΕΝΕΤΟ ἐν Ἀθήναις τῇ 17 Ἀπριλίου 1947 εἰς διπλοῦν εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὴν Ἑλληνικὴν Βασιλικὴν Κυβέρνησιν
Κ. ΤΣΑΛΔΑΡΗΣ

Διὰ τὴν Βασιλικὴν Κυβέρνησιν τῶν Κάτω Χωρῶν
L. P. J. de DECKER

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

I.

Ἡ ἢ αἱ Ἐπιχειρήσεις Ἐναερίων Μεταφορῶν τῆς Ἑλληνικῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως, ἐξουσιοδοτούμεναι, δυνάμει τῆς παρούσης Συμφωνίας, θὰ ἀπολαμβάνωσι τοῦ δικαιώματος διαπτήσεως τοῦ ἐδάφους τῶν Κάτω Χωρῶν ἀνευ σταθμεύσεως καὶ τῆς ἐν αὐτῷ σταθμεύσεως δι' οὐχὶ ἐμπορικῶν σκοποῦς, ὡς ἐπίσης καὶ τοῦ δικαιώματος νὰ φορτώνωσι καὶ ἐκφορτώνωσι διεθνή φορτία, εἰς ἐμπορεύματα, ταχυδρομείον καὶ ἐπιβάτας ἐπὶ μεταγενεστέρως καθορισθησομένων ὁδῶν.

II.

Ἡ ἢ αἱ Ἐπιχειρήσεις Ἐναερίων Μεταφορῶν τῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως τῶν Κάτω Χωρῶν, ἐξουσιοδοτούμεναι, δυνάμει τῆς παρούσης Συμφωνίας, θὰ ἀπολαμβάνωσι τοῦ δικαιώματος διαπτήσεως τοῦ Ἑλληνικοῦ ἐδάφους ἀνευ σταθμεύσεως καὶ τῆς ἐν αὐτῷ σταθμεύσεως δι' οὐχὶ ἐμπορικῶν σκοποῦς, ὡς ἐπίσης καὶ τοῦ δικαιώματος νὰ φορτώνωσι καὶ ἐκφορτώνωσι διεθνή φορτία, εἰς ἐμπορεύματα, ταχυδρομείον καὶ ἐπιβάτας ἐπὶ τῶν ἀκολουθῶν ὁδῶν :

1. Κάτω-Χῶραι-Ρώμη-Ἀθήναι καὶ / ἢ Ρόδος-Ἀγκυρα-Ἰράκ, δι' ἐνδιαμέσων σημείων ἢ ἀπ' εὐθείας καὶ σημεία πέραν τούτου, πρὸς τὰ δύο κατευθύνσεις.
2. Κάτω-Χῶραι-μέσῳ Ἀθηνῶν καὶ / ἢ Ρόδου πρὸς Ὀλλανδικὰς Ἰνδίας δι' ἐνδιαμέσων σημείων καὶ σημείων πέραν τούτων, πρὸς τὰς δύο κατευθύνσεις.
3. Κάτω-Χῶραι-Ρώμη-Ἀθήναι καὶ / ἢ Ρόδος Λύντα καὶ / ἢ Κάιρον, δι' ἐνδιαμέσων σημείων καὶ σημεία πέραν τούτου, πρὸς τὰς δύο κατευθύνσεις.
4. Κάτω-Χῶραι-Μέσῳ Ἀνατολῆς ὑπεριπτάμενοι τοῦ Ἑλληνικοῦ ἐδάφους δι' ἐνδιαμέσων σημείων ἢ ἀπ' εὐθείας καὶ σημεία πέραν ταύτης, πρὸς τὰς δύο κατευθύνσεις.

III.

Διὰ τὴν ἐγκατάστασιν καὶ ἐκμετάλλευσιν τῶν ἐναερίων γραμμῶν τῶν ἀποτελουσῶν ἀντικείμενον τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τοῦ Παραρτήματος τῆς, συμφωνεῖται μεταξύ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν:

1) "Ὅτι εἶναι ἐπιθυμητὸν νὰ προκληθῆ καὶ νὰ ἐνθαρρυνθῆ ἡ εὐρύτερα δυνατὴ διανομὴ τῶν πλεονεκτημάτων τῶν προσποριζομένων ἐκ τῶν ἐναερίων ταξείδιων ἐπὶ γενικῇ ὠφελείᾳ τῆς ἀνθρωπότητος, διὰ τῶν εὐθυνωτέρων τιμῶν, τῶν συμβιβαζομένων πρὸς ὑγιεῖς οικονομικὰς ἀρχὰς καὶ νὰ ἐνθαρρυνθοῦν τὰ διεθνῆ ἐναέρια ταξείδια ὡς μέσον προαγωγῆς φιλικῆς κατανοήσεως καὶ κοινῆς ἀγαθῆς προαιρέσεως μεταξύ τῶν λαῶν καὶ νὰ ἐξασφαλισθῇ συγχρόνως τὰ πολυάριθμα ἔμμεσα ὠφελήματα τοῦ νέου τούτου μεταφορικοῦ μέσου, διὰ τὴν κοινὴν εὐπραγίαν τῶν δύο Χωρῶν.

2) "Ὅτι αἱ ἐναεριοὶ γραμμαὶ αἱ τιθέμεναι εἰς τὴν διάθεσιν τοῦ κοινοῦ δέον νὰ ἀνταποκρίνωνται εἰς τὰς ἀνάγκας τοῦ κοινοῦ δι' ἐναερίους μεταφορὰς.

3) "Ὅτι δέον νὰ ὑφίσταται δικαία καὶ ἴση εὐκαιρία διὰ τὰς Ἐπιχειρήσεις τῶν δύο Ἐθνῶν, νὰ ἐξυπηρετοῦν πᾶσαν ὁδὸν ἢ πᾶσας τὰς ὁδοὺς μεταξύ τῶν οικείων ἐδαφῶν των, τὰς ἀποτελοῦσας ἀντικείμενον τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τοῦ Παραρτήματός τῆς.

4) "Ὅτι διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν, ὑπὸ τῶν Ἐναερίων Ἐπιχειρήσεων ἐκάστου τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν, τῶν Διαβατικῶν Γραμμῶν τῶν ἀναφερομένων ἐν τῷ Παραρτήματι τῆς παρούσης Συμφωνίας, θὰ λαμβάνονται ὑπ' ὄψιν τὰ συμφέροντα τῶν Ἐπιχειρήσεων τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, οὕτως ὥστε νὰ μὴ ἐπηρεάζονται ἀσκόπως αἱ γραμμαὶ ἅς αἱ τελευταῖαι αὐταὶ θὰ ἐξυπηρετῶσι ἐπὶ ὁλοκλήρῳ ἢ μέρους τῶν αὐτῶν διαδρομῶν.

5) "Ὅτι αἱ προσφερόμεναι ὑπηρεσίαι ὑπὸ τῆς ἢ τῶν δυνάμει τῆς Παρούσης Συμφωνίας καὶ τοῦ Παραρτήματος τῆς ὀριζομένων Ἐναερίων Ἐπιχειρήσεων, θὰ ἔχωσιν ὡς πρῶτιστον σκοπὸν νὰ προσφέρωσι χωρητικότητα ἀνταποκρινομένην εἰς τὰς ἀνάγκας φορτίου μεταξύ τῆς χώρας ἢς ἡ Ἐπιχειρήσεις ἢ αἱ Ἐπιχειρήσεις κατέχουσι τὴν ἐθνικότητα καὶ τῆς Χώρας τοῦ τελικοῦ προορισμοῦ τοῦ φορτίου.

IV.

Τὸ δικαίωμα ἐπιβιβάσεως καὶ ἀποβιβάσεως ἐπὶ τῶν γραμμῶν τῶν καθοριζομένων ἐν τῷ παρόντι Παραρτήματι διεθνούς ἐμπορικοῦ φορτίου προοριζομένου διὰ τῆς προσερχομένου ἐκ τρίτων Χωρῶν θὰ ἀσκήται συμφώνως πρὸς τὰς γενικὰς ἀρχὰς εὐρύθμου ἀναπτύξεως ἅς ἀμφότερα τὰ συμβαλλόμενα Μέρη ἀπεδέχθησαν καὶ ὑπὸ τοιοῦτους ὅρους ὥστε ἡ χωρητικότης νὰ προσαρμόζεται:

1ον) πρὸς τὰς ἐμπορικὰς ἀνάγκας μεταξύ τῆς Χώρας προσελύσεως καὶ τῶν Χωρῶν προορισμοῦ.

2ον) πρὸς τὴν ἀπαίτησιν οικονομικῆς ἐκμεταλλεύσεως τῶν διαβατικῶν γραμμῶν.

3ον) πρὸς τὰς ὑφισταμένας ἐμπορικὰς ἀνάγκας τῶν διασχιζομένων περιοχῶν λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν τοπικῶν καὶ περιοχικῶν γραμμῶν.

4ον) εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ἢ αἱ Ἐπιχειρήσεις ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἤθελον προσωρινῶς ἐμποδισθῆ, λόγῳ δυσκολιῶν προερχομένων ἐκ τοῦ πολέμου, νὰ ἐπωφεληθοῦν ἀμέσως τῶν πλεονεκτημάτων τῶν παρεχομένων διὰ τοῦ ἄρθρου 3 τοῦ παρόντος Παραρτήματος, ἡ κατάστασις θὰ ἐξετάζεται ἐκ νέου ὑπὸ τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν, εὐθὺς ὡς ἢ αἱ Ἐπιχειρήσεις τοῦ πρώτου Συμβαλλομένου Μέρους ἤθελον εὐρεθῆ εἰς θέσιν νὰ παράσχουν προοδευτικῶς τὴν συμβολὴν των εἰς τὴν ἐκμετάλλευσιν τῶν ἐναερίων γραμμῶν.

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(2)

Περὶ ἀναγνωρίσεως Δήμου Σύρου ἐν τῷ Νομῷ Κυκλάδων.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

"Ἐχοντες ὑπ' ὄψιν τὸ ἄρθρον 13 τοῦ ὑπ' ἀριθ. 107 Ν. Δ. τῆς 26 Σεπτεμβρίου 1946 περὶ διατάξεων τινῶν ἀφορῶσιν

εἰς τοὺς Δήμους καὶ τὰς Κοινότητας), τὴν ἀπὸ 15 Δεκεμβρίου π. ἔ. αἴτησιν τῶν κατοίκων τῆς Κοινότητος Σύρου, ὡς καὶ τὴν ὑπ' ἀριθ. 810 τῆς 16 Αὐγούστου ἐ. ἔ. ἀπόφασιν τοῦ Ἑπιχειρηματικοῦ Συμβουλίου, δι' ἣς ἐνεκρίθη ἡ ἀναγνώρισις τῆς Κοινότητος Σύρου εἰς Δήμον, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῶν Ἑσωτερικῶν Ἑπιχειρημάτων, ἀπεφασίσασμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον.

Ἡ Κοινότης Σύρου ἐν τῷ Ἑπαρχίᾳ Σύρου καὶ τῷ Νομῷ Κυκλάδων ἀναγνωρίζεται εἰς Δήμον ὑπὸ τὸ ὄνομα «Δῆμος Σύρου» μὲ ἔδραν τὴν Σύρον.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῶν Ἑσωτερικῶν Ἑπιχειρημάτων ἀνατίθεται τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῆ 10 Σεπτεμβρίου 1948.

ΠΑΥΛΟΣ

B.

Ὁ ἐπὶ τῶν Ἑσωτερικῶν Ἑπιχειρημάτων

Π. ΜΑΥΡΟΜΙΧΑΗΛΗΣ

(3)

Περὶ ἀναγνωρίσεως τῆς Κοινότητος Κορομηλιάς ἐν τῷ Νομῷ Μεσσηνίας.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

"Ἐχοντες ὑπ' ὄψιν τὸ ἄρθρον 13 τοῦ ὑπ' ἀριθ. 107 Ν. Δ. τῆς 26 Σεπτεμβρίου 1946 (περὶ διατάξεων τινῶν ἀφορῶσιν εἰς τοὺς Δήμους καὶ τὰς Κοινότητας), τὴν ἀπὸ 15 Ἰουλίου 1946 αἴτησιν τῶν κατοίκων τοῦ συνοικισμοῦ Κορομηλιάς, ὡς καὶ τὴν ὑπ' ἀριθ. 810 τῆς 16 Αὐγούστου ἐ. ἔ. ἀπόφασιν τοῦ Ἑπιχειρηματικοῦ Συμβουλίου, δι' ἣς ἐνεκρίθη ἡ ἀναγνώρισις τοῦ συνοικισμοῦ Κορομηλιάς εἰς Κοινότητα, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῶν Ἑσωτερικῶν Ἑπιχειρημάτων, ἀπεφασίσασμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον.

Ὁ συνοικισμὸς «Κορομηλιάς» ἀποσπώμενος τῆς, εἰς ἣν νῦν ὑπάγεται, Κοινότητος Κυνηγοῦ ἐν τῷ Ἑπαρχίᾳ Μεσσηνίας καὶ τῷ Νομῷ Μεσσηνίας ἀναγνωρίζεται εἰς ἰδίαν Κοινότητα ὑπὸ τὸ ὄνομα «Κοινότης Κορομηλιάς» μὲ ἔδραν τὸν ὁμώνυμον συνοικισμὸν.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῶν Ἑσωτερικῶν Ἑπιχειρημάτων ἀνατίθεται τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῆ 10 Σεπτεμβρίου 1948.

ΠΑΥΛΟΣ

B.

Ὁ ἐπὶ τῶν Ἑσωτερικῶν Ἑπιχειρημάτων

Π. ΜΑΥΡΟΜΙΧΑΗΛΗΣ

(4)

Περὶ ἐγκρίσεως παραχωρήσεως δωρεᾶν οἰκοπέδου τοῦ Δήμου Χανίων πρὸς τὸ Π. Ι. Κ. Π. Α.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

"Ἐχοντες ὑπ' ὄψιν τὸ ἄρθρον 71, παρ. 4 τοῦ Κώδικος τῆς Δημοτικῆς καὶ Κοινοτικῆς Νομοθεσίας, ἐν συνδυασμῷ πρὸς τὸ ἄρθρον 117, παρ. 3, αὐτοῦ, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῶν Ἑσωτερικῶν Ἑπιχειρημάτων.

Ἐγκρίνομεν τὴν ὑπ' ἀριθ. 259)48 ἀπόφασιν τοῦ Δημοτικοῦ Συμβουλίου Χανίων, δι' ἣς παραχωρεῖται δωρεᾶν εἰς τὸ ἐν Χανίοις Παράρτημα τοῦ Πατριωτικοῦ Ἰδρύματος Κοινωνικῆς Προνοίας καὶ Ἀντιλήψεως τὸ ἐν τῇ ἀπόφασιν περιγραφόμενον οἰκοπέδον τοῦ Δήμου, ἐκτάσεως 300 μ², διὰ τὴν ἐγκατάστασιν τοῦ ὑπὸ τῆς Καναδικῆς Πολιτικῆς Περιθάλψεως δωρηθέντος Ἱατροῦ.

Μη πληρουμένου του σκοπού της δωρεάς ταύτης εντός έτους ή μεταβαλλομένης της χρήσεως του δωρουμένου οικοπέδου, επανέρχεται τούτο αυτοδικαίως εις τὸν δωρητὴν Δήμον.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῶν Ἑσωτερικῶν Ὑπουργῶν ἀνατίθειεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 16 Σεπτεμβρίου 1948.

ΠΑΥΛΟΣ
Β.

Ὁ ἐπὶ τῶν Ἑσωτερικῶν Ὑπουργός
Π. ΜΑΥΡΟΜΙΧΑΗΛΗΣ

(5)

Περὶ ἐγκρίσεως παραχωρήσεως δωρεᾶν οἰκοπέδου τοῦ Δήμου Λαμιέων δι' ἀνέγερσιν Ἀγροτικοῦ Κτηνιατρικοῦ καὶ Ἀντιπαρασιτικῶν Λουτροδεξαμενῶν ζώων.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἐχόντες ὑπ' ὄψει τὸ ἄρθρον 71 παρ. 4 τοῦ Κώδικος τῆς Δημοτικῆς καὶ Κοινοτικῆς Νομοθεσίας, ἐν συνδυασμῷ πρὸς τὸ ἄρθρον 117 παρ. 3 αὐτοῦ, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῶν Ἑσωτερικῶν Ὑπουργῶν ἐγκρίνομεν τὴν ὑπ' ἀριθ. 188)1948 ἀπόφασιν τοῦ Δημοτικοῦ Συμβουλίου Λαμιέων, δι' ἧς παραχωρεῖται δωρεᾶν εἰς τὸ Δημόσιον τὸ ἐν τῇ ἀποφάσει περιγραφόμενον οἰκόπεδον τοῦ Δήμου, ἐκτάσεως 1862 μ², διὰ τὴν ἀνάγερσιν, δαπάναις τοῦ Δημοσίου, Ἀγροτικοῦ Κτηνιατρικοῦ καὶ Ἀντιπαρασιτικῶν Λουτροδεξαμενῶν ζώων.

Μη πληρουμένου τοῦ σκοπού της δωρεᾶς ταύτης εντός πενταετίας, τὸ δωρούμενον οἰκόπεδον επανέρχεται αυτοδικαίως εἰς τὸν δωρητὴν Δήμον.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῶν Ἑσωτερικῶν Ὑπουργῶν ἀνατίθειεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 16 Σεπτεμβρίου 1948.

ΠΑΥΛΟΣ
Β.

Ὁ ἐπὶ τῶν Ἑσωτερικῶν Ὑπουργός
Π. ΜΑΥΡΟΜΙΧΑΗΛΗΣ

(6)

Περὶ υποβιβασμοῦ Δημοτικοῦ σχολείου.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἐχόντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ Νόμου 4397)1929 ὡς ἐπισημασμένη διὰ τοῦ Ν. 1461)40, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῶν Ἐσωτερικῶν καὶ Ἐθνικῆς Παιδείας καὶ Οἰκονομικῶν Ὑπουργῶν μετὰ πρότασιν τοῦ Ε. Σ. Σ. Ε. τοῦ Νομοῦ Χίου περιλαμβανομένην εἰς τὴν ὑπ' ἀριθ. 5)47 πρᾶξιν αὐτοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ὑποβιβάζομεν τὸ 6)ξιον Δημοτικὸν Σχολεῖον Οἰνουσῶν τῆς Ἐπαγωγῆς περιφερείας Χίου εἰς 5)ξιον καὶ ἀντ' αὐτοῦ ἰδρύομεν 1)ξιον Δημοτικὸν σχολεῖον εἰς Φλότσια τῆς ἰδίας περιφερείας.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῶν Ἐσωτερικῶν καὶ Ἐθνικῆς Παιδείας Ὑπουργῶν ἀνατίθειεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 3 Σεπτεμβρίου 1948.

ΠΑΥΛΟΣ
Β.

Οἱ Ὑπουργοί

Ἐπὶ τῆς Παιδείας
Δ. ΒΟΥΡΔΟΥΜΠΑΣ

Ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν
Δ. ΧΕΛΜΗΣ

(7)

Περὶ ἐκποιήσεως κτημάτων τῆς Ἱ. Μονῆς Ἀγκαράθου τῆς Ἱ. Μητροπόλεως Κρήτης.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἐχόντες ὑπ' ὄψει τὸ ἄρθρον 109 τοῦ Νόμου 276)1900 «περὶ καταστατικοῦ Νόμου τῆς ἐν Κρήτῃ Ὁρθοδόξου Ἐκκλησίας», τὴν ὑπ' ἀριθ. 10)48 ἀπόφασιν τοῦ Ἡγουμένουσυμβουλίου τῆς Ἱερᾶς Μονῆς Ἀγκαράθου ὡς καὶ τὴν ὑπ' ἀριθ. 37)48 ὁμοίαν τοῦ Τοπικοῦ Συμβουλίου Ὁργανισμοῦ Διοικήσεως Μοναστηριακῆς Περιουσίας Νομοῦ Ἡρακλείου, προτάσει τοῦ ἐπὶ τῶν Ἐσωτερικῶν καὶ Ἐθνικῆς Παιδείας Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἐπικυροῦμεν τὴν ὑπ' ἀριθ. 10)48 ἀπόφασιν τοῦ Ἡγουμένουσυμβουλίου τῆς Ἱερᾶς Μονῆς Ἀγκαράθου τῆς Ἱερᾶς Μητροπόλεως Κρήτης καὶ τὴν τοιαύτην ὑπ' ἀριθ. 37)48 Ο. Δ. Μ. Π. Ἡρακλείου περὶ ἐκποιήσεως τῶν ἐν ταῖς ὡς ἄνω ἀποφάσει διαλαμβανομένων ἀπροσόδων καὶ μακρῶν τῆς Μονῆς κειμένων κτημάτων, ἵνα διὰ τοῦ τιμήματος αὐτῶν προδῆ ἢ περὶ ἧς ὁ λόγος Ἱ. Μονῆς Ἀγκαράθου εἰς τὰς ἐν ταῖς μνημονευομένοις πρακτικαῖς ἀναφερομένας ἀνοικοδομήσεις, ἐπισκευὰς καὶ ποιηθείας.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῶν Ἐσωτερικῶν καὶ Ἐθνικῆς Παιδείας Ὑπουργῶν ἀνατίθειεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 8 Σεπτεμβρίου 1948.

ΠΑΥΛΟΣ
Β.

Ὁ ἐπὶ τῆς Παιδείας Ὑπουργός
Δ. ΒΟΥΡΔΟΥΜΠΑΣ

(8)

Περὶ καθιερώσεως τῆς ὀλοκληρωτικῆς Κυριακῆς ἀργίας εἰς τὰ Ἐμπορικὰ καὶ Ἐπαγγελματικὰ Καταστήματα τῆς πόλεως Ναυπάκτου.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἐχόντες ὑπ' ὄψει : 1) τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρ. 6 τοῦ Διατάγματος τῆς 8)14 Μαρτίου 1930 «περὶ κωδικοποιήσεως τῶν Νόμων περὶ Κυριακῆς ἀναπαύσεως», 2) αἰτήσεις τῶν ἐργοδοτικῶν καὶ ὑπαλληλικῶν ἐπαγγελματικῶν ὁργανώσεων, 3) σύμφωνον γνώμη τοῦ Δημοτικοῦ Συμβουλίου τῆς πόλεως Ναυπάκτου, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Ἐργασίας Ὑπουργοῦ μετὰ γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου Ἐργασίας καὶ τὴν ὑπ' ἀριθ. 309)1948 τοιαύτην τοῦ Συμβουλίου Ἐπικρατείας, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον

Καθιεροῦμεν τὸ ὀλοκληρωτικὸν κλείσιμον κατὰ τὰς Κυριακὰς εἰς ἅπαντα τὰ Ἐμπορικὰ καὶ Ἐπαγγελματικὰ Καταστήματα τῆς πόλεως Ναυπάκτου πλην τῶν καθαρῶς ποτοποιησίων, γαλακτοπωλείων, κέντρων ἀναψυχῆς, ἐστιατορίων καὶ καφενείων τῶν ἐργαζομένων ἐκ περιτροπῆς.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Ἐργασίας Ὑπουργῶν ἀνατίθειεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 27 Αὐγούστου 1948.

ΠΑΥΛΟΣ
Β.

Ὁ ἐπὶ τῆς Ἐργασίας Ὑπουργός
ΔΡ. ΠΡΩΤΟΠΑΠΑΔΑΚΗΣ

Γ Ν Ω Σ Τ Ο Π Ο Ι Η Σ Ι Σ

Η ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ ΚΑΙ ΣΦΡΑΓΙΣΤΗΡΙΟΥ Γ Ν Ω Σ Τ Ο Π Ο Ι Ε Ι

ὅτι ἀπὸ 1 Ἰανουαρίου 1947 ὁρίσθησαν οἱ ὅροι ἐτησίων συνδρομῶν καὶ ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ τῷ Παραρτήματι τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως ὡς ἑξῆς:

ΟΡΟΙ ΕΤΗΣΙΩΝ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ ΚΑΙ ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ Κ.Α.Π.

1. Διὰ τὸ τεύχος Α'	Δρχ.	30.000
2. Διὰ τὸ τεύχος Β'	»	20.000
3. Διὰ τὸ τεύχος Γ'	»	20.000
4. » τὸ Παράρτημα	»	20.000
5. » τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	50.000
6. » τὸ τεύχος «Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ. Δ. κλπ.»	»	20.000
7. » Τὸ Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	10.000
8. » Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία	»	150.000

Διὰ τοὺς Δήμους καὶ Κοινότητας τοῦ Κράτους ἡ ἐτησίαι συνδρομὴ ὁρίσθη εἰς τὸ ἡμισυ τῆς κατὰ τὰ ἀνωτέρω ὁριζομένης διὰ τοὺς συνδρομητάς.

Ἐκτὸς τοῦ ἀνωτέρ ὁριζομένου ποσοῦ, οἱ συνδρομηταὶ ὑποχρεοῦνται ὅπως καταβάλωσιν ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοήθειας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (Τ.Α. Π.Ε.Τ.) τὰ ἑξῆς ποσά :

1) Διὰ τὸ τεύχος Α'	δραχ.	5.000
2) » » Β'	»	2.500
3) » » Γ'	»	2.500
4) » » Παράρτημα	»	2.500
5) » » Δελτίον Ἀνων. Ἐταιρειῶν	»	10.000
6) » » Πράξεις Νομ. Προσώπων Δ. Δ. »	»	2.500
7) » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας »	»	1.000
8) Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη	»	20.000

Ἡ συνδρομὴ εἰς πᾶσαν περίπτωσιν ἄρχεται ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου ἑκάστου ἔτους.

Ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων τῆς Ἐφημερίδος ὁρίσθη δι' ἕκαστον φύλλον :

- α) Τῶν Τευχῶν Α, Β, Γ, τοῦ Παραρτήματος, τοῦ Δελτίου Ἀν. Ἐταιρειῶν καὶ τοῦ Τεύχους Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημοσίου Δικαίου καὶ Δελτίου Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχ. Ἰδιοκτησίας. Δρχ. 500

Αἱ πληρωμαὶ διὰ τὰς συνδρομὰς καὶ διὰ τὰ τέλη τῶν πάσης φύσεως δημοσιεύσεων, ἐνεργοῦνται προκαταβολικῶς εἰς τὰ Ἀρχεὶα Ταμεία ἐναντι ἀποδεικτικῆς εἰσπράξεως (γραμματίου παραλαβῆς ἢ Διπλοτύπου εἰσπράξεως) ὅπου ἀποστέλλεται κατὰ τοῦ ἐνδιαφερομένου εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσὸν εἰσπράττεται ἀπὸ μὲν τοὺς συνδρομητάς τῶν Ἐπαρχιῶν παρὰ τῶν Ταμείων, εἰς δὲ κατατίθεται ἡ συνδρομὴ, ἀπὸ δὲ τοὺς συνδρομητάς τῶν Ἀθηνῶν καὶ τοῦ Πειραιῶς παρὰ τοῦ Ταμείου τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. συμφώνως πρὸς τὴν ὑπ' ἀριθ. 192378)3639. ε. (ΡΟΝΕΟ 185) ἐγκύκλιον διαταγὴν τῆς Πεντικῆς Διοικήσεως Δημοσίου Λογιστικοῦ.

Τὰ τέλη τῶν δημοσιεύσεων ὁρίζονται ὡς ἑξῆς:

- Α'. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν.
 - 1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων Δρχ. 12.000
 - 2. Τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνων. Ἐταιρειῶν » 400.000
 - 3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν » 80.000
 - 4. Τῶν τροποποιήσεων καταστατικῶν ἀνωνόμων ἑταιριῶν, ὡσάκις δημοσιεύονται μετὰ τῶν μὴ τροποποιημένων ἄρθρων εἰς ἐνιαῖον κείμενον καταστατικοῦ » 200.000
 - 5. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς Γεν. Συνελεύσεις Ἀνων. Ἐταιρειῶν. » 32.000
 - 6. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν καὶ ἐκκαθάρισιν Ἑλλην. Ἀνων. Ἐταιρειῶν συμφώνως τῷ Β. Α. τῆς 20.5.39. » 15.000
 - 7. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνων. Ἐταιρειῶν. » 160.000
 - 8. Τῶν συνοπτ. μηνιαίων καταστάσεων Τραπεζικῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν » 60.000
 - 9. Τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221)24 γνωστοποιήσεων τῶν Κτηματικῶν Τραπεζῶν » 32.000
 - 10. Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ ἀναβολῆς συγκλήσεως τῶν γενικῶν Συνελεύσεων τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν. » 32.000
 - 11. Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παραχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν » 180.000
 - 12. Τῶν Ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τῶν τιμολογίων τῶν Ἀνωνύμων Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν » 32.000
- Β'. Εἰς τὸ Παράρτημα τῆς Ἐφημ. Κυβερνήσεως.
 - 1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων » 12.000

Ὁ Διευθυντής

ΙΩΑΝΝΗΣ ΣΕΡΡΑΙΟΣ